

Changement de Premier Ministre au Japon : Ishiba Shigeru succède à Kishida Fumio

Jean-Yves Colin

27 Septembre 2024

À propos d'Asia Centre :

Fondé en 2005, Asia Centre est un institut de recherche indépendant qui conduit des débats et publications sur les relations internationales, stratégiques et économiques, ainsi que sur les transformations politiques et sociales en cours dans toutes les régions d'Asie-Pacifique.

Au carrefour de la recherche universitaire et des prises de décision publiques et privées, les chercheurs d'Asia Centre identifient les enjeux régionaux significatifs et les analysent dans leurs dimensions locale et globale.

Ses programmes sont ainsi élaborés en liaison avec un vaste réseau de partenaires, entreprises et grands centres spécialisés européens, américains et asiatiques. Il mène avec ceux-ci des opérations conjointes, pour une meilleure confrontation des idées et des enjeux.

Les conclusions de ces rencontres, comme les résultats des travaux menés à partir des sources originales par nos chercheurs, sont largement diffusés via les publications du Centre comme par des revues, ouvrages et médias internationaux

À propos de l'auteur :

Ancien élève de l'Ecole Nationale d'Administration, Jean-Yves Colin a été en poste à la Direction du Trésor, où il a notamment occupé la fonction de Conseiller Financier auprès de l'Ambassade de France au Japon (1987-1990).

Il a ensuite rejoint le Groupe Crédit agricole, a été directeur général délégué de la filiale de gestion d'actifs, désormais connue sous le nom d'Amundi, et directeur de la conformité de Crédit agricole S.A. Depuis son départ de ce groupe bancaire en 2013, Jean-Yves Colin a rejoint Asia Centre, où il est membre du conseil d'orientation et expert Asie du Nord.

Changement de Premier Ministre au Japon : Ishiba Shigeru succède à Kishida Fumio

Jean-Yves Colin

Kishida Fumio a habilement choisi la veille de la Fête des morts (« O-bon ») mi-août pour annoncer sa décision de ne pas chercher le renouvellement de son poste de président du Parti Libéral-Démocrate (PLD) lors de l'élection interne de ce parti du 27 septembre ni de fait celui de Premier Ministre. Ce choix était habile car avec les Fêtes de début d'année (« O-shogatsu ») et la « Golden Week » de début mai, cette période est l'un des rares week-ends, calmes et longs, de déplacements des japonais, minimisant ainsi l'impact des commentaires de presse.

Cette élection est fondée sur un collège mêlant les élus à la Diète (soit initialement 367, devenus 368 suite à un élection à la mi-septembre) et représentants de même nombre désignés sur la base des préfectures.

Un retrait contraint du Premier Ministre Kishida

Ce retrait n'était à l'évidence pas son souhait et sa communication avait célébré le 29 juin dernier ses 1000 jours en tant que Premier Ministre. En octobre 2021 il avait succédé à Suga Yoshihide qui n'a exercé qu'un intermède d'un an après le départ de Abe Shinzo dont il fut le directeur de cabinet et porte-parole. Pendant environ une année, Kishida Fumio a bénéficié d'un soutien fort de l'opinion publique : son taux de soutien dépassait 60 %, avec un plus haut de 66 % en mai 2022, puis s'est maintenu à plus de 50 %. L'assassinat en juillet 2022 de l'ancien Premier Ministre Abe Shinzo a été un inattendu point de retournement de sa popularité ; celle-ci n'a cessé de baisser depuis l'automne 2022 pour se situer entre 20 et 30 % en 2024, ce qui l'a empêché *in fine* de recourir à des élections anticipées dont il aurait pu espérer une consécration populaire.

À l'étranger les observateurs ont mis en exergue la politique étrangère du Premier Ministre. Ce dernier, auparavant ministre des Affaires étrangères, lui a consacré beaucoup de son temps. C'était à l'évidence une de ses priorités et un intérêt personnel marqué. Plusieurs aspects ont été portés à son crédit : le rapprochement avec la Corée du Sud rendu possible par l'élection du Président Yoon Suk-yeol, le resserrement des liens avec l'administration Biden et la constitution d'un partenariat fort entre les États-Unis, le Japon et la Corée du Sud, la préservation d'un dialogue avec la Chine malgré un soutien de moins en moins discret à Taïwan et l'offensive de la politique chinoise en Extrême-Orient et en mer de Chine du sud, un renforcement de la présence nipponne dans les instances internationales, G7 notamment, un développement continu des relations avec les pays d'Asie du sud-est et l'Inde...

Début septembre, le Premier Ministre a montré son réel intérêt pour la Corée du Sud à l'occasion d'un dernier voyage plus destiné à consolider le rapprochement entre les deux pays et rendre hommage au Président Yoon, qu'à signer un accord de mise en commun de mesures d'urgence en cas d'évacuation de leurs concitoyens à l'étranger. De même, une semaine avant l'élection interne du PLD, les dirigeants américain, indien, australien et japonais du Quad se sont réunis à Wilmington, Delaware, lieu de naissance de J. Biden ; Narendra Modi a accepté le transfert de cette réunion d'Inde aux États-Unis et ainsi permis une quasi-cérémonie de départ à Joe Biden et Kishida Fumio.

À l'exception de la politique à l'égard de Seoul, beaucoup des initiatives de Kishida Fumio ont repris les thèmes de la politique engagée par Abe Shinzo puis poursuivie par Suga Yoshihide. C'est aussi le cas en matière de défense avec de forts engagements fin 2022, au demeurant difficiles à réaliser pour des raisons de financement et plus prosaïquement matérielles. Ces engagements ont pu être pris car la guerre en Ukraine a accentué les craintes du Japon vis-à-vis de la Russie, de la Corée du Nord et de la Chine.

En revanche, la politique intérieure, soit strictement politicienne soit économique et sociale, a été un peu négligée par les observateurs étrangers alors qu'elle est, Japon comme dans beaucoup de pays, déterminante. Si l'assassinat de Abe Shinzo a déclenché un retournement de l'opinion publique, c'est parce qu'il a fait apparaître les liens du PLD avec l'Église de l'unification (plus connue sous l'appellation de secte Moon) à travers les frustrations de l'assassin à l'égard de cette organisation. Ces liens anciens n'étaient pas inconnus mais faisaient en quelque sorte « partie du paysage » et étaient acceptés ; ils ne le furent plus en raison de cet assassinat. D'autres « affaires » ont pris le relais du scandale de l'Église de l'unification. Ce fut le cas de celle qui a conduit à la démission du fils de Kishida Fumio de son poste de conseiller du Premier Ministre ou la mise en place chaotique du dispositif « My number » visant à un nouveau numéro d'identification des japonais (identité nationale et sécurité sociale). Ce fut surtout fin 2023 l'absence de déclarations comptable et fiscale de financements de plusieurs factions du PLD. Ce scandale a principalement concerné l'ancienne faction de Abe Shinzo. Le Premier Ministre a cherché à y répondre en prônant la dissolution des factions qui structurent le PLD ; 5 des 6 existantes ont annoncé leur disparition, à commencer par la sienne (Kochikai) puis celles beaucoup plus importantes de Abe Shinzo et Nikai Toshihiro, ex-secrétaire général, mais à l'exception de la faction Aso, un ex-Premier Ministre proche de Abe Shinzo. Le calcul du Premier Ministre n'était pas dénué d'intentions politiques : il pouvait espérer que ces dissolutions — pour autant qu'elles soient menées à terme — contribuent à renforcer son emprise sur le parti. Une loi relative au financement électoral a été votée en juin dernier. Le Premier Ministre voulait en faire l'illustration de sa volonté de rénover le PLD mais cette loi, plus subie que voulue par les élus, n'a pas convaincu une opinion publique rendue dubitative à la suite des scandales qui ont entaché la vie du PLD depuis les années 1970-1980 (scandales Lockheed-Tanaka, Recruit-Takeshita, Kanemaru...) et des affaires qui ont jalonné les gouvernements Abe successifs. Les dirigeants du parti ont craint une défaite électorale et considéré qu'il était urgent de changer de chef. Cette crainte a été d'autant plus affirmée qu'à des élections intermédiaires en avril le PLD a perdu plusieurs sièges, en particulier celui

de la première circonscription de la préfecture de Shimané considérée comme un de ses bastions, et un peu plus tard le poste de gouverneur de la préfecture de Shizuoka. Les élections pour la Chambre Basse de la Diète, sauf élections anticipées, sont prévues au plus tard en octobre 2025 et celles de la Chambre Haute à la mi-2025.

Dans ce contexte la politique économique n'a pas joué un rôle majeur. Certes l'action du gouvernement Kishida n'a pas été sans effet. Le Premier Ministre quitte le pouvoir sur l'annonce de bons résultats du PIB au second trimestre : il a augmenté de 0.7 % (soit sur un rythme annuel de 2.9 %) alors qu'il avait décliné de 0.6 % au premier trimestre et plus fortement encore au troisième trimestre 2023. Cela est notamment dû au fait qu'il a réussi à créer dans les grandes entreprises un mouvement, peut-être encore trop modeste, d'augmentations salariales que Abe Shinzo réclamait sans succès, accompagné de baisses d'impôts. L'objectif si longtemps attendu d'une hausse des prix de 2 %, sortant le pays de la déflation, a été atteint ; cela a permis de faire bouger la politique monétaire de la Banque du Japon. Le gouvernement a aussi pris des mesures en faveur de la natalité ou de l'égalité hommes-femmes qui, amplifiées, ne pourront être appréciées qu'à long terme. Cependant, en arrivant au pouvoir, Kishida Fumio avait annoncé une forme de révolution du capitalisme nippon, donnant ainsi à sa candidature d'alors une coloration réformatrice de centre-gauche ; cette transformation n'a pas eu lieu et cette annonce est restée un slogan de discours devant la Diète. *In fine*, la croissance demeure globalement faible (0,7 % pour 2024 selon le FMI), le retour d'une certaine inflation (2,6 % en août) provenant des produits alimentaires et des « *utilities* » (électricité, gaz...) a pesé sur le pouvoir d'achat, le début de sortie de la politique de taux zéro et de « *quantitative easing* » de la Banque du Japon s'avère délicate, et le yen s'est affaibli significativement – bien qu'en hausse depuis quelques semaines améliorant les comptes des résultats des entreprises exportatrices mais renchérissant le prix des produits importés et le coût du tourisme à l'étranger. Certains observateurs japonais avaient coutume d'établir une relation positive entre hausse de l'indice Nikkei et popularité du gouvernement. Si cet indice a franchi le seuil de 40 000 il y a quelques mois, cela n'a pas été attribué au gouvernement mais à juste titre aux mouvements des marchés mondiaux, notamment américains ; au cours des dernières semaines, le recul de certaines valeurs américaines technologiques et de l'Intelligence Artificielle a pesé sur l'indice japonais revenu vers un seuil de 35 000-37 000 et provoqué une mini-crise boursière début août.

En définitive, le choix du Premier Ministre de se retirer de la compétition interne du PLD traduit une faiblesse originelle et structurelle, celle de sa base politique au sein de son parti, notamment au regard de l'ex-faction Abe et des élus les plus conservateurs. Certains y verront le fossé entre un Japon ancien et un monde nouveau fait des souhaits d'évolutions sociétales en matière de droits des femmes ou des minorités, et des nouveaux entrepreneurs et « *start-uppeurs* », auxquels Kishida Fumio prêtait une certaine attention. Ce fossé existe mais la vie du PLD a toujours été faite de rivalités entre factions et responsables politiques dont les intérêts électoraux et de pouvoir l'emportent largement sur une idéologie politique.

Une pléthore de candidats à la succession de Kishida Fumio

Dès l'annonce faite du Premier Ministre à la veille « d'O-bon », les candidatures aux postes de leader du PLD et de Premier Ministre — ce qui nécessite le soutien de 20 élus pour être officiellement candidat — se sont multipliées dès la fin août et le début septembre, et neuf ont été officiellement déclarés candidats le 12 septembre, à savoir :

- **Motegi Toshimitsu** (68 ans), ancien consultant McKinsey, actuel secrétaire général et donc n°2 du parti, chef d'une faction qui a soutenu Kishida Fumio et dont c'est la première tentative d'en prendre la présidence, et responsable de la faction portant son nom,
- **Ishiba Shigeru** (67 ans), ancien secrétaire général et ministre de la Défense, plusieurs fois candidat à la présidence du parti depuis 2012,
- **Kono Taro** (61 ans), actuel ministre de la Transformation numérique et ancien ministre de la Défense, issu d'une des grandes dynasties politiques du parti, déjà candidat en 2021, de la faction Aso,
- **Koizumi Shinjiro** (43 ans), ancien ministre de l'Environnement, fils de l'ancien Premier Ministre Koizumi, et souvent qualifié « d'étoile montante » du parti et bénéficiant d'une certaine faveur de l'opinion publique,
- **Hayashi Yoshimisa** (63 ans), actuel directeur de cabinet du Premier Ministre, qui a occupé divers postes ministériels (Défense, Affaires étrangères, agriculture, éducation) et déjà candidat en 2012, de l'ancienne faction Kishida,
- **Mme Takaichi Sanae** (63 ans), actuelle ministre de la Sécurité économique, parfois considérée comme très conservatrice et l'héritière politique de Abe Shinzo dont elle a été proche et plusieurs fois ministre, déjà candidate en 2021,
- **Kato Katsunobu** (68 ans), ancien directeur de cabinet du Premier Ministre Suga, ancien ministre de la Santé, du travail et des affaires sociales dans les gouvernements Abe et Kishida, et appartenant à la même faction que Motegi Toshimitsu,
- **Mme Kamikawa Yoko** (71 ans), actuelle ministre des Affaires étrangères, également de la faction Kishida,
- **Kobayashi Takayuki** (49 ans), prédécesseur de Mme Takaichi à la Sécurité économique, de la faction Nikai.

D'autres comme Saito Ken (65 ans), actuel ministre de l'Industrie (METI) ou Aoyama Shigeharu, élu de la Chambre des Conseillers, n'ont pas réussi à l'être. Saito Ken a soutenu Koizumi. Ce nombre de neuf candidats à la présidence du PLD est le plus élevé jamais enregistré ; il traduit certes les ambitions personnelles mais aussi une forme de délitement des factions existantes ou dissoutes, et une perspective de recomposition à venir.

Au-delà de propositions spécifiques visant à les différencier ou destinées à des catégories sociales particulières comme les PME, tous font valoir de leur volonté de renouveau, voire de purification, du PLD. Une conférence de presse-débat s'est tenue le lendemain de la désignation des candidats. Le principal thème en a été la rénovation du PLD. Tous en ont reconnu la nécessité en ayant recours à des propos tels que « parti propre », « renaissance », « retrouver la confiance du peuple » ou « respect des règles ». L'autre thème a été l'économie. Si chacun a son propre vocabulaire, tous ont préconisé d'accroître la flexibilité du marché du travail, d'encourager les hausses salariales pour soutenir la consommation, de continuer de faire reculer le système traditionnel de l'emploi à vie, de développer des services de type UBER notamment dans les zones rurales, de cibler davantage des aides sociales dans un contexte budgétaire difficile. La stabilisation de la fiscalité est plutôt prônée, ce qui signifie absence pour certains de hausses des impôts et pour d'autres de baisses des impôts, même si certains thèmes fiscaux animent parfois le débat (« flat tax » de 20 % sur les revenus financiers et renforcer la progressivité de l'impôt sur le revenu, aujourd'hui avec un taux maximum de 45 % et un seuil supérieur de 40 millions de yens, soit environ 300 000 euros). La sécurité et la souveraineté nationale ont enfin été un thème commun plus ou moins marqué selon les candidats, eu égard aux menaces nord-coréennes et aux intrusions de plus en plus fréquentes des marines et aviations chinoises et russes, Ishiba Shigeru allant jusqu'à proposer une sorte d'OTAN asiatique.

Divers points particuliers ont aussi été soulevés par les candidats du PLD tels que le maintien du nom de jeune fille pour les femmes mariés, la situation des Japonais kidnappés par la Corée du Nord, ou les controverses sur les bases américaines à Okinawa concernant leur usage ou les délits liés à des soldats américains. D'autres (le mariage de partenaires de même sexe) sont prudemment évités. Des sujets d'actualité comme l'opposition des autorités américaines à l'offre de 14,9 Mds USD de Nippon Steel sur US Steel ont aussi été évoqués.

Lors des premiers sondages auprès des électeurs du PLD les candidatures Koizumi, Takaichi et Ishiba arrivèrent en tête, dans cet ordre, mais il est loin d'être certain que les sondages reflètent les choix des élus. Au fil des enquêtes, les noms de Ishiba et Koizumi se détachèrent alors que beaucoup (Motegi, Kato, Hayashi...) restent aux tréfonds des sondages. Certains tentés de jouer la « carte Koizumi » espèrent profiter de sa popularité quand d'autres soulignent son manque d'expérience et des propos antérieurs à l'emporte-pièce ou indiquent qu'un visage avenant ne fait pas une politique. Koizumi Shinjiro n'hésite pas à mettre en avant sa jeunesse, reprend des thématiques de son père qui a conservé une image réformatrice face aux caciques du PLD et promet des élections anticipées auxquelles Ishiba Shigeru est hostile. Les sondages auprès des milieux financiers donnent en revanche une préférence à Mme Takaichi ; ils la considèrent comme la légitime continuatrice des Abenomics, la politique économique qui a permis la relance du marché boursier et, dans un contexte d'affaiblissement du yen, a engagé le Japon vers une sortie de ce que certains ont appelé les « trente piteuses » après l'éclatement de la bulle financière en fin 1990. Ceux réalisés auprès des entreprises favorisent Ishiba Shigeru perçu comme un homme d'expérience supposé poursuivre prioritairement la sortie de la

déflation et relancer l'investissement privé et public, en fait peu ou prou le programme de tous les candidats.

En définitive, Ishiba Shigeru l'a emporté au second tour face à Mme Takaichi qui était en tête au premier tour. Il a notamment réussi à rallier une bonne partie de la faction Aso. Ce dernier continue donc de s'imposer comme un « faiseur de roi » du PLD. Ishiba Shigera deviendra Premier Ministre lors d'une session extraordinaire de la Diète prévue le 1er octobre.

Le renouvellement des dirigeants concerne aussi les partis d'opposition

Le PLD n'est pas le seul parti à connaître un renouvellement de ses cadres dirigeants.

Son allié, le président **Yamaguchi Natsuo** (72 ans) qui dirigeait le parti centro-bouddhiste Komeito depuis 2009, a renoncé à son poste au bénéfice du secrétaire général Ishii Keiichi (66 ans) et lui-même a été remplacé par **Nishida Nakoto**. Ce parti, issu au début des années 1960 de la puissante organisation religieuse **Soka Gakkai**, a perdu ses députés élus au scrutin uninominal (le système électoral comporte une part de proportionnelle) et a besoin d'un renouveau.

Le mandat de président du Parti Démocratique Constitutionnel (PDC), principal parti d'opposition, arrive à son terme. Un congrès extraordinaire le 23 septembre devait départager quatre candidats pour un nouveau mandat de 3 ans : le président actuel **Izumi Kenta** (50 ans) qui souhaitait être renouvelé ; un ancien président **Edano Yukio** (60 ans) qui en a été le premier président, a renoncé à son poste après la défaite électorale en 2021 et désirait le devenir de nouveau ; l'ancien Premier Ministre **Noda Yoshihiko** (67 ans) en 2011-2012 et ancien président du Parti Démocratique, depuis disparu ; et Mme **Yoshida Harumi** (52 ans). Les candidats Noda et Edano sont en quelque sorte la « vieille génération » du PDC et Mme Yoshida et Izumi Kenta de la génération suivante. Eda Kenji (68 ans), un ancien vice-président qui envisageait de concourir également, a choisi de soutenir Mme Yoshida. Outre de vieilles rivalités de personnes entre ces candidats, le point principal en question tenait à la tactique électorale à adopter face au LDP, à savoir s'allier ou non avec le Parti Communiste (PCJ) et le Parti pour l'Innovation du Japon (« Nippon Ishin no Kai »). Les défaites du PLD au printemps ont suscité beaucoup d'espoirs au PDC mais lors de l'élection du maire de Tokyo le 7 juillet dernier, la mauvaise performance de leur candidate Murata Renhō, qui s'est appuyée sur cette alliance, et la victoire de Mme Koike Yuriko ont relancé un débat interne.

Cette élection organisée comme au PLD autour d'un ensemble de votants constitué des élus du PDC à la Diète (137) et de représentants des préfectures, traduit une certaine fébrilité en cas d'élections anticipées à l'initiative du nouveau Premier Ministre. Elle oppose une ligne de centre droit, dite de gouvernement, incarnée par l'ancien Premier Ministre Noda et Edano Yukio, favorable à l'alliance nippo-américaine et à une fermeté résolue à l'égard de la Chine ainsi qu'à une politique orientée vers les classes moyennes, à une ligne de centre gauche qui préconise un dialogue avec la Chine et l'alliance avec des partis d'opposition malgré le revers du 7 juillet. Tous en appellent à l'opinion

publique pour sanctionner un PLD terni par les scandales. Des positions nuancées, voire ambiguës, ont été observées entre ces candidats. Noda Yoshihiko a manifesté son inclination à droite en se rapprochant de Ozawa Ichiro, autrefois un des principaux « faiseurs de roi » au sein du PLD et avec lequel il eut une divergence forte concernant la hausse de la taxe à la consommation en 2012 ; il a aussi préconisé dans un premier temps un rapprochement avec l'opposition modérée représentée par le Parti Démocratique pour le Peuple. Edano Yukio reste marqué par l'alliance à gauche qui a échoué en 2021 mais n'écarte pas une coalition avec le Parti Démocratique pour le Peuple tout comme Izumi Kenta qui, lui, rejette un accord avec le PCJ, préconisé par Yoshida Harumi. On peut raisonnablement douter que ces nuances soient comprises par les électeurs ; au demeurant le PCJ et le Parti pour l'Innovation du Japon sont de leur côté réservés à l'égard de la tactique politique du PDC. Divisés en matière de tactique électorale, tous se rejoignent pour fustiger les Abenomics et préconiser une politique économique orientée vers des investissements publics supplémentaires en faveur de l'éducation, de l'environnement et de la santé ainsi que vers une réforme fiscale davantage redistributive — de facto finançant ces investissements — par le biais de l'exonération de la taxe à la consommation sur les produits alimentaires, un impôt sur le revenu plus progressif et une hausse de l'impôt sur les sociétés.

En définitive, le 23 septembre, **Noda Yoshihiko** l'a emporté sur Edano Yukio au terme de deux tours de scrutin. Ce succès semble indiquer qu'au moins au sein de son parti, il a surmonté les deux handicaps venant de sa période de Premier Ministre : une hausse de la fiscalité à la consommation et la gestion du tsunami de 2011 et de l'accident nucléaire qui en a résulté.

En conclusion, si aujourd'hui la fin du gouvernement Kishida est terni par le scandale du financement des factions du PLD, il est possible que dans l'avenir le souvenir qu'en auront les Japonais soit plus positif, et fasse davantage la part à la sortie progressive de la déflation, à une économie sur le chemin difficile d'une reprise plus accentuée depuis les Abenomics et à une politique étrangère de plus en plus ouvertement affirmée, notamment en Asie dans le Pacifique.

Son successeur, du moins aussi longtemps que les élections n'en auront pas décidé autrement, s'inscrira très probablement dans le prolongement de Kishida Fumio (et d'une certaine manière de Abe Shinzo) tout en s'adaptant aux circonstances. Restent les questions sociales comme l'éducation ou le logement, la lutte contre le déclin démographique, ou les enjeux sociétaux pour lesquelles le conservatisme naturel du PLD reste un handicap majeur en vue de réduire le fossé existant avec la population, en particulier les femmes et les nouvelles générations.

Dans l'immédiat il est probable que le sujet d'élections anticipées animera le débat politique et parlementaire, notamment lors de la session extraordinaire ouverte début octobre.